

# BRÈVES SECTORIELLES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°11-2026-du 24 juillet 2026

## En bref

### Énergie

1. **Inde** : L'accord sur l'uranium australien ouvre une nouvelle étape du programme nucléaire indien.
2. **Inde** : La Banque mondiale mobilise 4,2 milliards USD pour le solaire résidentiel indien.
3. **Inde** : Le mandat de fabrication locale des cellules solaires reporté à fin 2026.
4. **Inde** : L'Inde inaugure son premier train à hydrogène de fabrication nationale.
5. **Bangladesh** : Le Bangladesh veut porter ses stocks stratégiques de carburants à 90 jours d'ici 2031.
6. **Bangladesh** : Les tensions au Moyen-Orient poussent le Bangladesh à recourir davantage au marché spot pour le GNL.

### Transports

7. **Sri Lanka** : Le gouvernement relance les grands projets routiers à Kandy.
8. **Sri Lanka** : Le Sri Lanka acquiert 600 autobus climatisés pour le transport interurbain.
9. **Inde** : L'Inde accélère les réformes du fret ferroviaire pour renforcer sa compétitivité logistique.
10. **Inde** : L'Inde accélère sa stratégie « Maritime India Vision 2030 ».

## Ville

11. **Bangladesh** : Le nombre de supermarchés a doublé en un an.
12. **Inde** : 205 M USD d'indus dans l'obtention de permis de construire à Delhi.

## Santé

13. **Inde** : La feuille de route de NITI Aayog vise une bioéconomie de 691 milliards de dollars d'ici 2035.
14. **Inde** : Trump annonce un nouveau plan de droits de douane sur les médicaments génériques.

## Aviation civile

15. **Inde** : L'Inde lance la nouvelle phase du programme de connectivité régionale UDAN.

## Inde

### L'accord sur l'uranium australien ouvre une nouvelle étape du programme nucléaire indien

En marge du troisième sommet annuel Inde-Australie, les premiers ministres Narendra Modi et Anthony Albanese ont signé un « *Administrative Arrangement* » (AA), rendant opérationnel l'accord de coopération nucléaire civile signé en 2015 (*Australia-India Nuclear Cooperation Agreement*). Cet accord, qui autorise l'exportation d'uranium australien vers l'Inde, a été obtenu après quinze ans de discussions, l'Australie refusant historiquement de vendre son uranium aux pays n'ayant pas ratifié le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), ce qui est le cas de l'Inde. Celle-ci a donc dû fournir des gages d'assurance de l'usage strictement civil qu'elle ferait de l'uranium australien, en commençant par signer, en 2009, le Protocole Additionnel (PA) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Ce partenariat ouvre la voie au développement de la filière nucléaire indienne afin d'atteindre son objectif de 100 GW de capacité nucléaire en 2047 (contre 8,78 GW en 2026).

[En savoir plus](#), [En savoir plus](#)

## Inde

### La Banque mondiale mobilise 4,2 milliards USD pour le solaire résidentiel indien

La Banque mondiale a approuvé le 10 juillet un ensemble de financements destiné au programme indien de toits solaires « *PM Surya Ghar* », comprenant un prêt de 820 M USD de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), un prêt concessionnel de 60 M USD du Clean Technology Fund et une subvention de 10 M USD du Livable Planet Fund de la BIRD, pour un total de 890 M USD. Ce paquet doit en outre mobiliser 4,2 Mds USD de financements privés via des prêts commerciaux aux ménages.

Le programme, lancé en février 2024 avec une enveloppe de 9 Mds USD<sup>1</sup>, vise à fournir gratuitement de l'électricité produite par des panneaux solaires aux foyers indiens. Sur un objectif de 10 millions de foyers, 4 millions auraient été installées

La Banque mondiale est un soutien historique du développement de la filière solaire en Inde, ayant investi plus de 2 Mds USD dans la pose de panneaux solaires sur les toitures pendant la dernière décennie.

[En savoir plus](#), [En savoir plus](#)

---

<sup>1</sup> De l'époque (conversion en date du 13 février 2024, jour du lancement du programme).

## Inde

### Le mandat de fabrication locale des cellules solaires reporté à fin 2026

Le Ministry of New and Renewable Energy (MNRE) a confirmé le 17 juillet le report du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 2026 de l'entrée en vigueur de la liste II du dispositif *Approved List of Models & Manufacturers* (ALMM), qui oblige les industriels à utiliser exclusivement des panneaux fabriqués à partir de cellules produites en Inde pour les projets solaires soutenus par l'État (*net-metering* et *open access*). Cette décision reflète le retard de la filière indienne de production de cellules solaires (environ 31 GW de capacités de fabrication installées) sur celle des modules (environ 193 GW de capacités de fabrication installées), retard encore plus marqué pour les technologies solaires de nouvelle génération (TOPcon), la capacité domestique de production de cellules s'élevant alors à 10 GW, contre 172 GW pour les modules. Le fabricant Contendre Greenergy Ltd avait alerté le MNRE sur le risque de perturbations industrielles et de surcoûts engendrés par l'adoption précipitée de ce décret, en pointant le mur d'investissements auquel le secteur était confronté. L'installation d'un gigawatt de production de cellules serait cinq à huit fois plus onéreuse (25 à 40 M USD) que l'installation d'une capacité de production équivalente de modules.

[En savoir plus](#)

## Inde

### L'Inde inaugure son premier train à hydrogène de fabrication nationale

Le 17 juillet 2026, le premier ministre Narendra Modi a inauguré dans l'État du Haryana le premier train à hydrogène conçu en Inde, baptisé « NaMo Green Rail ». Composé de deux motrices à pile à hydrogène et de huit voitures de voyageurs, le convoi peut atteindre une vitesse maximale de 75 km/h et transporter jusqu'à 2 600 passagers. L'hydrogène présente l'avantage d'être plus dense énergétiquement que le diesel (120 MJ/kg pour l'hydrogène, contre 43MJ/kg pour le diesel) et, sur un train, de nécessiter des opérations de maintenance moins lourdes. Il reliera Jind à Sonipat (89 km), dans le réseau ferroviaire du Nord. Sa mise en circulation constitue une étape importante dans la stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) des chemins de fer indiens et s'inscrit dans la rhétorique d'autonomie stratégique (*Atmanirbhar Bharat*) de la nation.

[En savoir plus](#), [En savoir plus](#)

## Bangladesh

### Le Bangladesh veut porter ses stocks stratégiques de carburants à 90 jours d'ici 2031

Le gouvernement a adopté une stratégie visant à porter les réserves stratégiques de carburants de 30 à 90 jours de consommation d'ici 2031, afin de renforcer la sécurité énergétique du pays face aux risques géopolitiques et à la volatilité des marchés internationaux. Cette décision fait suite aux perturbations provoquées par les tensions

au Moyen-Orient, qui ont rappelé la forte dépendance du Bangladesh aux importations de pétrole et de GNL.

Les capacités de stockage actuelles sont très variables selon les produits : elles couvrent 78 jours pour le fioul lourd, 57 jours pour le diesel, 36 jours pour le kérosène aviation et 29 jours pour l'essence. Le gouvernement prévoit d'augmenter les capacités de stockage de la Bangladesh Petroleum Corporation (BPC), de diversifier les sources d'approvisionnement et d'accélérer l'exploration nationale de pétrole et de gaz afin de réduire la vulnérabilité du pays aux chocs d'approvisionnement.

[En savoir plus](#)

## Bangladesh

### Les tensions au Moyen-Orient poussent le Bangladesh à recourir davantage au marché spot pour le GNL

Le Bangladesh devra accroître ses achats de gaz naturel liquéfié sur le marché spot après la réduction des livraisons prévues par ses deux principaux fournisseurs sous contrat de long terme. Après QatarEnergy, qui a divisé par deux ses cargaisons destinées au Bangladesh en 2026, Excelerate Energy a annoncé qu'il ne livrerait que la moitié des volumes contractuels restants cette année. Ces deux fournisseurs devaient assurer l'essentiel des importations de GNL du pays, contraignant désormais Petrobangla à rechercher des cargaisons sur le marché international, généralement plus coûteuses. Cette situation résulte des perturbations provoquées par les tensions au Moyen-Orient, qui affectent les exportations transitant par le détroit d'Ormuz, voie de passage d'environ 20 % du commerce mondial de GNL. Les autorités bangladaises explorent parallèlement des accords intergouvernementaux avec d'autres fournisseurs afin de limiter leur exposition au marché spot et de sécuriser leurs approvisionnements. Le recours accru au marché spot risque toutefois d'alourdir la facture énergétique du Bangladesh et de renforcer les besoins de subventions publiques.

[En savoir plus](#)

# Transports

## Sri Lanka

### Le gouvernement relance les grands projets routiers à Kandy

Le gouvernement sri-lankais a relancé quatre projets structurants de transport dans le cadre du *Kandy Strategic Development Plan*, pour un montant total d'environ 48 M USD avec un objectif d'achèvement d'ici deux ans. Les travaux concernent notamment le viaduc de Getambe (42 M USD), l'élargissement à quatre voies de William Gopallawa Mawatha, la modernisation de Louis Peries Mawatha et la réalisation du passage inférieur de Mahiyawa. Ces investissements visent à réduire la congestion chronique dans l'agglomération de Kandy et à améliorer la connectivité routière, après plusieurs années de retards liés à des contraintes politiques, administratives et budgétaires.

[En savoir plus](#)

## Sri Lanka

### Le Sri Lanka acquiert 600 autobus climatisés pour le transport interurbain

Le gouvernement sri-lankais a approuvé l'acquisition de 600 autobus climatisés (« Deluxe ») pour un montant de 43,2 M USD, en remplacement des autobus standards initialement prévus au budget 2026. Cette décision fait suite à l'entrée en vigueur du *Road Safety Plan 2025-2026*, qui impose de nouvelles normes pour les services interurbains et de longue distance. Les véhicules, destinés à la Sri Lanka Transport Board (SLTB), visent à améliorer la sécurité, le confort et la qualité du transport public sur les principaux axes du pays.

[En savoir plus](#)

## Inde

### L'Inde accélère les réformes du fret ferroviaire pour renforcer sa compétitivité logistique

Le gouvernement indien poursuit la modernisation du secteur ferroviaire avec l'annonce de huit nouvelles réformes structurelles dans le cadre de l'initiative « Reform Express », portant à 17 le nombre total de réformes mises en œuvre. L'objectif est de réduire les coûts logistiques, renforcer le transport ferroviaire de marchandises, attirer davantage d'investissements privés et améliorer l'efficacité opérationnelle d'Indian Railways.

Les principales mesures concernent la simplification des politiques tarifaires pour le transport des engrais, des céréales et des produits alimentaires, le développement du transport conteneurisé, la libéralisation du secteur des trains de conteneurs grâce à une licence unique nationale, ainsi que la conception de nouveaux wagons spécialisés destinés à différents secteurs industriels.

Le gouvernement a également annoncé des réformes visant à faciliter le transport ferroviaire de produits pétroliers ainsi qu'un nouveau système de certification des compétences des travailleurs intervenant sur les projets ferroviaires.

Ces réformes s'inscrivent dans la stratégie de l'Inde visant à transférer une part croissante du fret de la route vers le rail, à réduire les émissions de carbone et à soutenir l'objectif d'Indian Railways d'atteindre 3 milliards de tonnes de fret annuel d'ici 2030.

[En savoir plus](#)

## Inde

### L'Inde accélère sa stratégie « Maritime India Vision 2030 »

Le gouvernement indien poursuit la mise en œuvre de sa stratégie Maritime India Vision 2030 (MIV 2030) afin de renforcer la compétitivité du secteur maritime et de faire de l'Inde un hub logistique régional. Présentant un bilan au Parlement le 21 juillet

2026, le ministère des Ports, de la Navigation et des Voies navigables a indiqué que la capacité portuaire du pays avait atteint 2 818 MTPA, contre 1 400 MTPA en 2013-2014, avec un objectif de 3 500 MTPA d'ici 2030. Le trafic portuaire s'élève désormais à 1,668 milliard de tonnes, tandis que le temps moyen d'escale des navires dans les grands ports a été réduit de moitié.

Le gouvernement a également annoncé plusieurs mesures visant à soutenir la croissance du secteur maritime. Dans la construction navale, un plan d'investissement de 7,2 Mds USD a été approuvé afin de développer les capacités nationales, soutenir les chantiers navals, renforcer le financement du secteur et favoriser la création de clusters industriels. En parallèle, l'Inde poursuit la modernisation de ses infrastructures portuaires, le développement du tourisme de croisière, la numérisation des procédures portuaires et la montée en puissance du transport côtier et fluvial.

[En savoir plus](#)

## Ville

### Bangladesh

#### Le nombre de supermarchés a doublé en un an

Le commerce de détail poursuit son expansion rapide au Bangladesh. Le nombre de points de vente des principales chaînes de supermarchés est passé d'environ 750 à plus de 1 500 entre 2024 et 2025, tandis que les commerces de proximité (*convenience stores*) sont passés d'environ 1 000 à 1 500 établissements. Cette progression reflète l'évolution des habitudes de consommation des ménages urbains, de plus en plus sensibles aux critères de praticité, d'hygiène et de qualité des produits.

Malgré cette forte croissance, la distribution moderne reste marginale à l'échelle du pays. Les supermarchés ne représentent encore qu'une faible part des ventes alimentaires, largement dominées par les marchés traditionnels. Le secteur bénéficie néanmoins de l'urbanisation, de l'essor de la classe moyenne et de la progression des revenus, qui favorisent l'émergence d'une demande pour des formats de distribution plus organisés. Les principales enseignes poursuivent ainsi l'ouverture de nouveaux magasins, y compris hors de Dhaka.

L'attractivité croissante du marché bangladais se traduit également par l'arrivée de nouveaux acteurs internationaux. En avril, le distributeur indonésien Alfamart, premier réseau de supérettes d'Asie du Sud-Est avec plus de 20 000 magasins, a annoncé son entrée au Bangladesh via une coentreprise avec Kazi Farms Group. Les partenaires prévoient d'investir 120 M USD afin de développer un réseau national de commerces de proximité.

[En savoir plus](#)

### Inde

#### 205 M USD d'indus dans l'obtention de permis de construire à Delhi

Le Delhi Jal Board (DJB), en charge de raccorder les nouveaux bâtiments aux réseaux d'eau et d'assainissement publics, estime que 205 M USD ont été perdus lors de la procédure d'obtention de permis de construire à Delhi.

Pour des constructions de plus de 200 mètres carrés, les propriétaires du terrain doivent payer des *Infrastructure Funding Charges* (IFC) au DJB. En retour, ce dernier émet un certificat que le propriétaire doit envoyer à la Municipal Corporation of Delhi (MCD), avant que les plans de construction ne soient approuvés.

En pratique, de nombreuses irrégularités de paiement sont remarquées par le DJB. Dans certains cas, les plans de construction sont approuvés par la MCD via l'usage de lettres signées par des ingénieurs du DJB sans obtention du certificat assurant que les IFC ont été payées. Parvesh Verma, le Delhi Water Minister, a déclaré que 70% des propriétés de plus de 3 000 m<sup>2</sup> échappaient au paiement de la taxe. Parmi ces propriétés, le DJB en a déjà identifié 300 qui ont usé d'un passe-droit de la MCD lors des cinq dernières années, affaiblissant l'environnement fiscal de la ville.

[En savoir plus](#)

# Santé

## Inde

### La feuille de route de NITI Aayog vise une bioéconomie de 691 milliards de dollars d'ici 2035

NITI Aayoga dévoilé une feuille de route visant à faire de l'Inde une bioéconomie de 691 milliards de dollars d'ici 2035, avec l'ambition de figurer parmi les trois premières puissances mondiales en biotechnologies et de créer plus de 30 millions d'emplois à forte valeur ajoutée.

La stratégie prévoit de regrouper les programmes de biotechnologie existants au sein de six BioMissions nationales couvrant les thérapies géniques et cellulaires, l'agriculture résiliente au changement climatique, la biologie synthétique, la surveillance des maladies, les biotechnologies marines et les biopharmaceutiques de nouvelle génération. Elle recommande également la création d'un BioEconomy Growth Fund de 5 Mds USD (2026-2035) afin de faciliter le passage de la recherche en laboratoire à la production industrielle, complété par des incitations liées à la production, une accélération des procédures réglementaires, un renforcement de la protection de la propriété intellectuelle, ainsi qu'un recours accru aux partenariats public-privé, à l'intelligence artificielle et à la bioproduction.

Dans cette dynamique, l'Indian Council of Medical Research (ICMR) a concédé sous licence trois technologies biomédicales développées en Inde aux laboratoires indiens Emcure Pharmaceuticals et Biological E afin d'en accélérer le développement et la commercialisation. Ce transfert de technologies, réalisé dans le cadre du programme *Medical Innovations Patent Mitra*, vise à renforcer l'écosystème indien de l'innovation en transformant les résultats de la recherche publique en solutions de santé abordables et produites localement.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

### Les Etats Unis annoncent un nouveau plan de droits de douane sur les médicaments génériques

Le président américain a annoncé la mise en place d'un régime tarifaire progressif sur les médicaments génériques importés, avec une exemption de droits de douane pendant deux ans, suivie d'un tarif de 100 % pendant un an, puis de 200 % par la suite, afin de relocaliser la production pharmaceutique aux États-Unis. Cette annonce suscite des inquiétudes pour les laboratoires indiens, les États-Unis constituant leur principal marché d'exportation. Les analystes estiment toutefois que son impact devrait rester limité, en raison de l'avantage compétitif de l'Inde en matière de coûts, de la forte dépendance américaine aux génériques importés et des délais nécessaires à la mise en place de capacités de production locales. La période de transition de deux ans devrait permettre aux entreprises indiennes d'adapter leur stratégie industrielle et leurs chaînes d'approvisionnement.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## Aviation civile

### Inde

#### L'Inde lance la nouvelle phase du programme de connectivité régionale UDAN

Le gouvernement indien a lancé la version révisée du programme Modified UDAN, nouvelle étape de son initiative phare destinée à renforcer la connectivité aérienne régionale et à poursuivre l'expansion du réseau aérien indien au cours des dix prochaines années.

Cette nouvelle phase prévoit une enveloppe de 29 000 crores INR (environ 3 milliards USD) destinée à financer le développement de 100 nouveaux aéroports et 200 héliports. Le dispositif renforce également les aides financières accordées aux compagnies aériennes desservant les lignes régionales, augmente les financements consacrés aux infrastructures aéroportuaires et introduit de nouvelles mesures visant à assurer la pérennité économique des dessertes régionales.

Le gouvernement a souligné la forte croissance du secteur aérien indien, qui compte désormais 164 aéroports opérationnels, contre 74 en 2014, faisant de l'Inde le troisième marché mondial du transport aérien intérieur. Cette nouvelle phase d'UDAN devrait améliorer davantage la connectivité des villes de taille intermédiaire et des régions moins desservies, tout en soutenant le tourisme, les échanges commerciaux et le développement économique régional.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[florent.mangin@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.mangin@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>